

L'UPR demande à François Hollande d'organiser en urgence un référendum sur sa politique de sanctions contre la Russie



Depuis qu'ils ont orchestré un coup d'État en Ukraine contre le régime légal de Viktor Ianoukovytch, en violation du droit international, les États-Unis et leurs vassaux européens n'ont cessé de provoquer volontairement des tensions avec la Russie.



La logique des « *positions communes* » de l'Union européenne et de l'OTAN conduit les États membres de ces organisations à s'aligner systématiquement sur le « *fédérateur* » américain, qui impose ses volontés même lorsqu'elles sont contraires aux intérêts de tout ou partie des États européens.

I - DES SANCTIONS POUR DES DÉLITS NON PROUVÉS

L'Union Populaire Républicaine (UPR) observe que l'ensemble des sanctions prises contre la Russie, y compris les dernières en date, décidées le 29 juillet 2014, obéissent à des prétextes fallacieux, et ont pour effet, aux yeux des opinions publiques occidentales, d'inverser les responsabilités réelles dans la crise ukrainienne :

- Le référendum organisé en Crimée le 16 mars 2014, point de départ des « *punitions* » occidentales, n'était pas plus illégitime que celui de janvier 2011 relatif à [la partition du Sud-Soudan, que les États-Unis ont soutenue activement](#). En essayant de faire entrer l'Ukraine dans l'OTAN et l'Union européenne, ce sont d'ailleurs les forces euro-atlantistes qui ont provoqué le rattachement de la Crimée à la Russie, qui voyait ses intérêts vitaux menacés ;
- S'il est probable que la Russie fournit des armes aux insurgés pro-Russes – ce qui est contraire au droit international – il est certain que les forces euro-atlantistes en font de même avec le pouvoir à tendance néo-nazie, très hostile à la population russophone, qu'elles ont institué à Kiev – en violation également du droit international. La Chambre des représentants du congrès américain examine d'ailleurs un projet de loi qui [permettrait à Washington de fournir directement des armes à Kiev](#) ;
- Rien ne démontre que le vol MH17 a été abattu par les pro-Russes, contrairement à ce qu'a affirmé

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
Washington agressivement dès le lendemain du drame, sans cependant fournir la moindre preuve, et avant de modérer par la suite sa position. De plus en plus de preuves incriminent, à l'inverse, le pouvoir de Kiev ;

- L'affirmation répétée par les États-Unis, encore une fois le 28 juillet 2014, selon laquelle [la Russie a violé depuis 2008 le traité de contrôle des armes nucléaires de 1987](#), repose seulement sur de forts soupçons, c'est-à-dire sur aucune preuve formelle. Or, le crédit du gouvernement des États-Unis est très entamé, après les mensonges innombrables qu'il a proférés, à commencer par celui des [prétendues armes de destruction massives en Irak](#) en 2003.

II - DES SANCTIONS BEAUCOUP PLUS NOCIVES POUR LES PAYS D'EUROPE QUE POUR LES ÉTATS-UNIS

L'UPR observe, en outre, que les nouvelles sanctions, prises le 29 juillet 2014 et entrant en vigueur aujourd'hui :

- **1°) n'auront aucun effet sur la crise ukrainienne, sinon celui de l'envenimer encore d'avantage.**

Le ministère des Affaires étrangères russe [a répondu aux sanctions de façon cinglante](#), disant sa « *honte pour l'UE, qui après avoir longuement cherché sa propre « voix unie », a adopté celle de Washington* » et dénonçant que « *la politique de l'UE n'est plus fondée sur des faits vérifiés, elle est dictée par Washington entre deux pauses pendant la visualisation de vidéos douteuses sur YouTube* »;importation gaz russe europe

- **2°) risquent de causer de graves dommages aux pays d'Europe, déjà englués dans des difficultés économiques profondes.**

- La France et l'Allemagne, largement implantées sur le marché russe, s'exposent quant à elles à des mesures de rétorsion, aussi bien pour leurs importations (notamment de gaz russe) que pour leurs exportations (agro-alimentaire, armement, biens d'équipement, produits de luxe, etc.) ;

- Plusieurs pays de l'est, qui entretiennent des relations privilégiées avec la Russie et qui en importent l'essentiel de leurs hydrocarbures, se sont sérieusement inquiétés de toute aggravation des sanctions occidentales et n'ont dû les accepter que contraintes et forcées par le mécanisme liberticide et belliciste de la prétendue « construction européenne ».

Tel est le cas de :

- [la Hongrie](#),

- [la Bulgarie](#),

- [la Slovaquie](#),

- [la République tchèque](#);

- Même en Pologne, où la classe politique est traditionnellement animée d'un sentiment anti-russe très vif, l'influence des États-Unis commence à soulever beaucoup d'interrogations.

Une écoute téléphonique du ministre des Affaires étrangères polonais, Radoslaw Sikorski, publiée le 16 juin 2014 et enregistrée en janvier 2014 dans un restaurant, a prouvé à quel point les dirigeants polonais, derrière les sourires de façade, éprouvent une défiance croissante vis-à-vis de leur prétendu allié américain.

L'alliance avec les États-Unis, a-t-il dit – sans démentir ses propos lorsqu'ils ont été révélés – « *ne vaut rien, elle est même nuisible, car elle offre à la Pologne un faux sentiment de sécurité* ».

Puis, [l'Excellence polonaise, usant d'un langage de charretier](#), s'est exclamé : « *Bullshit complet ! Nous entrons en*

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
conflit avec l'Allemagne, avec la Russie, et nous allons considérer que tout est super, car nous avons fait la pipe aux Américains. C'est complètement naïf ».

- 3°) s'accompagnent d'une mainmise militaire des forces euro-atlantistes encore plus resserrée sur l'Europe de l'est, à la faveur de la crise ukrainienne.

Des forces supplémentaires de l'OTAN ont été envoyées en Roumanie, en Pologne, en Lituanie, en Estonie et de façon plus générale dans les pays baltes.

La République tchèque, vigilante, a jugé publiquement inopportune la participation de l'OTAN à la résolution de la crise ukrainienne et refusé tout contingent permanent de l'OTAN sur son territoire, au profit d'une alliance avec trois autres pays d'Europe centrale, certes dans le cadre de l'alliance atlantique, mais dont les intérêts sont proches des siens.



III - DES SANCTIONS D'UN CYNISME DÉSHONORANT

L'UPR souligne par ailleurs le cynisme sans limites de la politique américaine.

- 3.1. - Cynisme économique et industriel

Dans le cas de la Russie, comme dans le cas de l'Iran, l'un des objectifs cachés de cette politique de sanctions exigée par Washington est de nuire aux pays européens, en leur imposant de se saborder sur des marchés où ils sont implantés, pour que des intérêts américains y prennent leur place.

L'UPR rappelle que les pays européens ont des relations commerciales avec la Russie qui sont d'un ordre de grandeur 10 fois supérieur aux relations commerciales qu'entretiennent les États-Unis avec la Russie. La prise de

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
sanctions imposée par Washington à l'UE entraîne donc [des conséquences bien plus grave pour les pays de l'Europe](#) que pour les États-Unis, et la Commission européenne elle-même s'attend à des pertes globales de 40 milliards d'euros pour cette année et de 50 milliards d'euros en 2015, causées par des embargos commerciaux adoptés par la Russie en mesures de riposte.

Pendant que les entreprises françaises sont sommées par les pouvoirs publics d'auto-détruire leur présence en Iran ou en Russie pour satisfaire Washington, le gouvernement américain donne le feu vert aux siennes pour les y remplacer. Pour preuves, [l'UPR a publié en octobre 2013 un dossier très circonstancié sur l'Iran](#), rappelant que General Motors s'y implantait, après que Peugeot et Renault en eurent été écartés, sur ordre des États-Unis.

Autre exemple, on a appris récemment coup sur coup que [la société Boeing a été autorisée par la Maison Blanche à continuer à vendre des pièces détachées à l'Iran](#) et d'ouvrir une nouvelle usine de pièces détachées en Russie tout en y [sécurisant son approvisionnement en titane](#).

En d'autres termes, **la politique de Washington peut se résumer par la formule : « Faites ce que je dis, pas ce que je fais ».**

• 3.2. - Cynisme géopolitique

Le « Deux poids - deux mesures » révoltant imposé par Washington à ses vassaux européens - via l'UE - se retrouve par ailleurs dans la différence obscène de traitement entre le conflit russo-ukrainien et la conflit israélo-palestinien.

Alors que les États-Unis ne cessent d'exiger des sanctions de plus en plus sévères contre la Russie depuis le référendum sur la Crimée, ils ne prennent [aucune sanction, la plus infime soit-elle, à l'encontre d'Israël](#), et ils **invitent leurs vassaux à faire de même en coulisses**. L'UPR rappelle pourtant que la barre des 1 500 morts palestiniens - dont une écrasante majorité de civils - vient d'être franchie depuis le lancement de l'Opération israélienne dite "Bordure de sécurité".

L'UPR rappelle aussi que le Secrétaire général de l'ONU en personne, M. Ban Ki Moon, et la Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, Mme Navi Pillay, ont dénoncé le 31 juillet de la façon la plus solennelle les attaques israéliennes sur des maisons, des écoles, des hôpitaux et des centres de réfugiés protégés par l'ONU, en précisant qu'il s'agissait d'actes délibérés et d'une violation du droit international, qui devait être sanctionnée.



RÉFÉRENDUM EN CRIMÉE

83,1% de participation et 96,7% de OUI
le 16 mars 2014.

**LA FRANCE
SANCTIONNE...**



GAZA

plus de 1 500 morts civils au 1^{er} aout 2014
Les plus hauts responsables de l'ONU demandent
des sanctions contre les crimes de guerre.

**LA FRANCE NE
SANCTIONNE PAS...**

- à gauche : déferlement de joie parmi les milliers d'électeurs de Crimée réunis sur l'une des grandes places de Simferopol le dimanche 16 mars au soir, à l'annonce des résultats du référendum sur le rattachement de la Crimée à la Russie. La participation a été très importante (83,1% des inscrits) et le Oui a remporté le score sans appel de 96,7% des suffrages.

François Hollande, qui est désavoué par près de 80% des Français selon les sondages d'opinion, et dont le Parti Socialiste n'a recueilli que 13,98% des suffrages aux dernières élections européennes (soit 5,69% des électeurs inscrits !) se croit néanmoins autorisé à donner des leçons de démocratie à la Russie en prenant des sanctions pour punir Moscou d'avoir organisé ce référendum en Crimée.

- à droite : un des innombrables spectacles insoutenables de Gaza : le père de quatre petits garçons palestiniens morts de la même famille hurle sa douleur devant leurs corps à la morgue de l'hôpital Al-Shifa à Gaza City, le 16 juillet 2014. (Photo AFP/Mahmud Hams)

CONCLUSION : M. HOLLANDE N'A PAS LE DROIT D'ENGAGER LA FRANCE DANS UNE CONFRONTATION AVEC LA RUSSIE SANS S'ÊTRE ASSURÉ QU'UNE MAJORITÉ DE FRANÇAIS APPROUVENT CETTE POLITIQUE QUI PEUT CONDUIRE À UNE GUERRE MONDIALE.

L'UPR signale au plus grand nombre possible de Français que l'ambiance de veillée d'armes que prennent les relations entre l'Union européenne et la Russie mérite l'ouverture d'un large débat en France, car il est exceptionnellement grave.

Car, à la différence de tous les autres conflits en cours - aussi meurtriers soient-ils, celui-ci comporte le risque de [dégénérer en 3e guerre mondiale](#).

L'UPR souligne que :

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~

- La France se trouve lancée dans une politique désastreuse qui, dans le meilleur des cas, nuira profondément à ses intérêts économiques et, dans le pire, peut conduire à un conflit armé régional, voire mondial ;
- François Hollande ne possède qu'un soutien populaire extrêmement faible puisque toutes les études d'opinion montrent qu'environ 4 Français sur 5 ne lui font pas confiance. Dès lors, il ne dispose pas de la moindre légitimité pour engager le pays dans des voies aventureuses, pour lesquelles il n'a, d'ailleurs, reçu aucun mandat du peuple ;
- François Hollande se comporte en monarque absolu, détaché de la réalité quotidienne vécue par les Français, et seulement préoccupé de coller au mieux à la mission de l'arbin de Washington qu'il s'est lui-même donnée ;
- Les contrepouvoirs sont tout simplement muets : aucun débat au Parlement, aucune contestation dans l'« *opposition officielle* », aucune campagne médiatique pour mettre en garde l'opinion contre l'extrême dangerosité de la politique euro-atlantiste.

En conclusion :

- l'UPR insiste solennellement sur le fait que François Hollande n'a ni les pouvoirs constitutionnels, ni la légitimité politique, ni l'autorité morale, pour entraîner la France, à l'insu des Français, dans une aventure qui pourrait déboucher sur une conflagration militaire avec la Russie ;
- l'UPR demande en conséquence à François Hollande d'organiser en urgence un référendum, car c'est au peuple français - et à lui seul - qu'il appartient de décider s'il est d'accord pour que la France prenne des sanctions contre la Russie.

